
La politique d'éradication a échoué

Entretien avec

Hocine Aït Ahmed

En établissant l'état d'urgence, en supprimant les libertés d'information et d'expression, en instrumentalisant la violence, en accordant un excès de privilèges à une nomenklatura inculte, en détruisant l'agriculture — ce qui a entraîné le déracinement, la misère et la création de bidonvilles, terreau de l'extrémisme —, le régime a fait de l'Algérie un ghetto, ouvrant la voie à l'engrenage des règlements de compte, au cycle des vengeances et à la floraison de groupes incontrôlés.

Hocine Aït Ahmed: — Depuis six ans, la violence n'a pas cessé en Algérie. L'opinion internationale et, la plupart du temps, l'opinion nationale n'ont jamais pu avoir une idée claire de la situation sécuritaire dans notre pays parce que l'état d'urgence a étouffé les libertés d'information et d'expression.

J'ai en mémoire la façon dont la correspondante de Radio France Internationale a été amenée à partir parce que ses commentaires étaient considérés comme des actes contraires aux intérêts de l'Algérie: des convocations incessantes, des coupures de téléphone, des cambriolages dans lesquels on lui prenait ses fiches de travail, ses notes mais pas ses bijoux... C'est ainsi que la plupart des correspondants étrangers qui ne rentraient pas dans l'orthodoxie ont été poussés à quitter le territoire.

Le régime a ainsi fait de l'Algérie un véritable ghetto. La situation sécuritaire a toujours été difficile mais elle n'a pas cessé de se dégrader. Cela nous renvoie à l'époque de la guerre de la libération lorsque Lacoste annonçait toujours le dernier quart d'heure. Aujourd'hui après six années, le

pouvoir ne cesse de parler de "terrorisme résiduel" et des derniers sursauts du terrorisme... alors qu'il se passe partout des choses graves: des attentats individuels, des accrochages voire des opérations militaires qui sont de vraies batailles.

Déjà en 1995, l'armée n'avait pas d'effectifs suffisants pour faire face à la situation et, de surcroît, ses troupes n'étaient pas sûres puisqu'il y avait beaucoup de désertions. Si on esquisse un tableau comparatif avec la guerre de Libération, on voit que l'armée française comptait près de 500 000 hommes et s'appuyait sur une administration solide. Depuis, la population algérienne a triplé, et l'armée algérienne n'a pas plus de 110 000 hommes avec la gendarmerie et les services de police. Jusque-là cela pouvait suffire parce que la politique sécuritaire avait seulement pour objectif de préserver la nomenklatura et l'Algérie utile, en laissant donc l'Algérie profonde à la merci de l'islamisme, cette Algérie profonde qui a été délaissée et qui n'a pas connu les effets positifs de l'indépendance. Quand on voit Relizane aujourd'hui, il n'y a pas de téléphone, pas de route, pas d'hôpitaux; bref, une paupérisation redoutable.

En 1995, c'est à partir de ce constat — l'impossibilité de réussir par la répression — que les partenaires sérieux de l'Algérie pouvaient agir pour amener le régime à changer de cap et à trouver une solution politique. Ils pouvaient le faire d'autant plus que l'accord de Sant Egidio (signé à Rome en janvier 1995) avait ouvert une autre voie qui permettait de sortir du piège de cette confrontation sans issue opposant l'armée et les islamistes. Cette nouvelle alternative avait alors suscité des réactions internationales très favorables mais elle a provoqué une réplique hystérique du régime: il ne voulait pas entendre parler d'un accord qui rendait caduque sa stratégie d'instrumentalisation de la violence.

— *Cette stratégie remonte à quel moment?*

A la période de transition démocratique que l'armée s'était fait imposer par effraction en 1988-1989. Il ne faut pas oublier qu'elle est intervenue dès le mois de juin 1991 à la suite de la grève illimitée déclenchée par le FIS. Elle a essayé de parasiter la transition en créant une cinquantaine de partis qui ne représentaient rien, en utilisant aussi les journalistes formés aux méthodes du KGB pour discréditer la démocratie. Je pense que le souci de l'armée était à ce moment-là d'éviter l'émergence d'un gouvernement et d'un parlement pluralistes qui auraient constitué une vraie trouée stratégique dans le système stalinien.

Au lendemain de l'arrêt du processus électoral, tous les ingrédients d'une grande violence étaient réunis avec l'accumulation de la frustration et de la haine; on a à faire à une nomenklatura qui n'a pas d'éducation, qui montre ses privilèges d'une manière très ostentatoire. A Alger, alors que l'eau manque partout, les militaires ont des piscines... Quand je suis rentré en

Algérie, je leur ai dit: "*Vous êtes assis sur un baril de poudre*"; de leur côté des islamistes organisaient, au vu et au su de tout le monde, des camps d'entraînement. Quant à la Sécurité militaire, elle montait de multiples provocations. J'ai même présenté à Sid Ahmed Ghazali, dès qu'il est arrivé au pouvoir, un mémoire pour lui demander de dissoudre les organisations paramilitaires des islamistes et les appareils paramilitaires de la Sécurité militaire.

Aussitôt après le coup d'Etat, j'ai rencontré des dirigeants du FIS pour leur dire de ne pas refaire juin 91 où la grève illimitée qu'ils avaient déclenchée nous avait entraînés dans une aventure qui avait fourni à l'armée un prétexte pour intervenir. Et c'est nous et toute la société qui avons payé. Hachani m'a répondu qu'il ne voulait pas de violences. Or, comme ces dirigeants raisonnables ont été arrêtés, le champ est devenu libre pour toutes les têtes brûlées, pour tous ceux qui prétendaient que les élections ne servaient à rien. Et tout cela a fait basculer dans la violence puisqu'il n'y a plus de perspectives politiques.

Au-delà de la conjoncture, il faut prendre en compte les conditions sociales: la misère et le déracinement. L'agriculture qui était la ressource principale a été détruite par l'administration stalinienne. Les paysans préféraient ne plus cultiver leurs terres parce que les produits livrés aux coopératives n'étaient pratiquement pas payés. L'exode rural a produit des bidonvilles qui sont devenus le terreau de l'extrémisme sur lequel les islamistes sont venus faire de la solidarité avec les moyens donnés par l'Arabie Saoudite.

Enfin, dans cette configuration, il ne faut pas oublier les structures de la Sécurité militaire qui a des départements spécialisés pour s'occuper de tout, partout. C'est la STASI plus la Securitat, des artistes, du point de vue de la manipulation et de la communication, formés, pour la plupart, à Moscou.

— *Mais comment expliquez-vous qu'on en soit arrivé à ce niveau de violence et de barbarie?*

Le fait d'avoir distribué des armes à une échelle incroyable et levé des miliciens a produit un véritable engrenage de règlements de comptes. Quand on veut se venger, il ne suffit pas de tuer, il faut mutiler. On en arrive à l'extermination de familles entières. J'ai l'impression que ces généraux, qui sont loin de la population, la méprisent. Ils laissent les "indigènes" s'entre-tuer.

Janvier 1995 fut un tournant. Face au contrat national, la stratégie du pouvoir consista à accentuer la répression en annonçant trois nouvelles mesures pour terroriser les terroristes: appeler les réservistes, distribuer des armes et lever des miliciens. A l'époque c'était tellement choquant pour la population qu'il n'a pas osé la mettre en œuvre d'autant qu'il n'en avait pas les moyens. Mais depuis, il dispose d'un budget de guerre qui lui a permis

de recruter des miliciens et de distribuer des armes: à partir de là, peut s'ouvrir le cycle des vengeances.

L'Algérie est une société dépolitisée où réapparaissent tous les archaïsmes et où persistent de multiples antagonismes sociaux notamment avec des conflits entre tribus à propos de vieilles querelles de terres. Le nationalisme qui apparaît dans les pays de l'Est n'est rien à côté de cette forme de tribalisme. Et puis, dans certaines tribus, des harkis sont passés au FIS.

Dans de telles conditions, le fait d'avoir créé des milices sans préparation et sans unité de commandement était prendre le risque de graves affrontements. Il est évident que toutes les limites de cruauté sont dépassées. De très nombreux assassinats sont le fait des islamistes mais le pouvoir fait tout pour les exploiter en vue d'opérer le quadrillage le plus large possible avec des miliciens. Il en a fait une politique: la milice est le moyen de s'assurer que, par la suite, il n'y aura plus d'opposition.

—Selon vous, que sont le ou les GIA? Des militants en rupture de FIS, des délinquants, des gens manipulés par tel ou tel service de sécurité militaire?

Les nombreux groupes islamistes que forment les GIA sont très difficiles à identifier avec exactitude. Initialement c'étaient les "Afghans", c'est-à-dire des Algériens entraînés par l'Arabie Saoudite, puis envoyés en Afghanistan, mais il n'en reste pas grand chose, peut-être 700 ou 800. En fait, leur grande armée de réserve est constituée des chômeurs, des sans abri et de tous ceux qui veulent fuir la répression parce que, lorsque l'armée arrive dans un quartier, elle ne fait pas de détail: elle prend des jeunes et les fusille; même des viols sont le fait de l'armée et des services de sécurité.

On peut distinguer deux composantes dans ces groupes: un personnel fixe installé dans les maquis à partir desquels il mène ses opérations, et tout autour un noyau de gens mobiles et ponctuels qui sont des jeunes sans argent et désœuvrés qui sont payés à l'acte pour faire le gué ou participer à des actions. Ainsi ils viennent, agissent et repartent dans la vie quotidienne. Il semble que cet aspect du phénomène soit de plus en plus important.

Quant à leur organisation, je doute qu'il y ait une coordination même s'il y a eu des tentatives. Pendant la guerre de Libération, j'ai connu l'expérience des maquis et il faut voir les choses concrètement: quand des groupuscules se trouvent face à un vrai rouleau compresseur, les gens n'arrivent même pas à se réunir car il y va de leur survie... Aujourd'hui le déclin du régime conduit à dramatiser la situation et à faire croire que les GIA sont forts; mais, à mon avis, ce n'est pas vrai même si des regroupements ont été opérés au niveau régional surtout dans les montagnes qui couvrent toute une partie de l'Algérie en formant une dorsale qui court

du Maroc jusqu'à Annaba. Cette topographie leur donne la capacité de fuir d'une région à une autre.

— *Jamais des membres du GIA n'ont été arrêtés ni traduits en justice, pourquoi?*

Pourquoi croyez-vous que nous demandons une commission d'enquête internationale? Parce que toutes les enquêtes ouvertes n'ont jamais abouti tant sur l'assassinat de Boudiaf que sur l'attentat de l'aéroport et surtout sur le massacre des prisonniers de la prison de Serkadji. Avant que ce massacre ne commence, Hachani et d'autres prisonniers ont averti les avocats et les services de police que quelque chose se préparait; cela n'a servi à rien. Quand vous me demandez: "Pourquoi cette sauvagerie?" C'est parce que tout est permis. L'impunité est totale. Ce sont des exécutions extrajudiciaires. Presque chaque semaine, je suis saisi par des gens qui m'écrivent. C'est souvent pathétique comme cette lettre d'un homme dont le fils lycéen arrêté devant ses camarades à El Biar a disparu jusqu'à ce qu'on appelle son père pour aller le chercher à la morgue. Officiellement, il avait été tué par des terroristes.

— *Vous évoquez souvent la Sécurité militaire. Son rôle est-il si important?*

Je suis persuadé que de nombreux assassinats d'intellectuels, de journalistes ou de certaines personnalités sont le fait de la Sécurité militaire. Qui a tué Merbah? Ce fut une opération militaire sans bavures avec une grande puissance de feu. Et Benhamouda? Tout le monde sait qu'il était en conflit virulent avec Zeroual. Il avait du caractère et n'était pas manipulable... L'assassinat des marins italiens? Il ne nous a pas fallu beaucoup de temps pour comprendre qu'il avait été perpétré par des hommes grenouilles dans le but de susciter une grande émotion en Italie au moment du G7 à Naples, et non par l'AIS comme on l'a prétendu.

La SM est la vraie tête pensante du régime car la réflexion se fait à son niveau. Elle se fait toute petite et déploie le tapis rouge; quand il y a des fictions, elle les laisse se développer, mais la réalité c'est elle. Ce sont ses laboratoires qui étudient, qui proposent. Quand j'ai été ministre, j'ai pu me rendre compte du travail réalisé... C'est elle, donc le général Médiène, qui a consolidé la candidature de Zeroual. Lorsque le comité central s'est réuni, Médiène a apporté tous les dossiers pour montrer qu'il n'y avait aucune crainte à avoir du côté de la troupe parce qu'il était apprécié et qu'il avait une bonne image sur le plan international car il était perçu comme un homme de dialogue.

— *Une des questions lancinantes que tout le monde se pose: pourquoi l'armée n'est-elle pas intervenue quand des massacres*

Printemps 1998

avaient lieu pendant des heures et des heures pas très loin des casernes?

Dans cette histoire, on n'a pas seulement laissé faire; nous avons eu des informations selon lesquelles des troupes spéciales venues de Biskra seraient intervenues. Elles auraient été déposées en hélicoptère et dopées pour participer à des massacres à Raïs mais aussi à Béni Messous .

Ce n'est pas nouveau: en 1992 et 1993, des groupes dits d'autodéfense s'attaquaient déjà à des islamistes, comme par exemple l'OJAL (Organisation de la jeunesse algérienne libre). Ils signaient leurs actions en écrivant OJAL en lettres de sang sur le corps de leurs victimes. Les escadrons de la mort ne sont pas une vue de l'esprit mais bien une réalité. Donc, à ce niveau, il faut faire attention car beaucoup de confusion règne. On ne dit pas que l'armée ou la gendarmerie en tant qu'institutions ont organisé des attaques contre un village, mais qu'il existe des groupes armés non identifiés. Pour le moment, on peut les appeler ainsi; ils peuvent être liés à certains cercles du pouvoir qui agissent pour des objectifs précis. Cette réalité ne doit pas faire oublier l'essentiel: les groupes islamiques armés. Mais on ne sait pas qui se cache derrière ces groupuscules car les manipulations sont nombreuses. C'est par une logique propre à la violence que les degrés de barbarie sont à chaque fois dépassés.

— Quelles seraient les raisons de ces actions et de ces manipulations si elles ont eu lieu? ?

Créer un climat d'horreur et préparer un coup d'Etat contre Zeroual. La situation était de plus en plus complexe avec des luttes de clans très dures au sein de l'armée; et ces luttes de clans en Algérie sont toujours payées par la société. En Afrique Noire, les clans de l'armée se battent ouvertement; ici, ils s'envoient des "messages". L'automne dernier (en 1997), les Américains ont eu le sentiment qu'un coup d'Etat se préparait et ils ont choisi d'aider Zeroual.

— Mais de telles pratiques sont forcément contre-productives à terme. On finira par savoir ce qui s'est vraiment passé... Et de toutes façons, dès maintenant, cela donne une très mauvaise image du régime qui se montre incapable d'assurer la sécurité de ses citoyens.

Cela, c'est votre rationalité d'Occidental. Pour eux, peu importe l'histoire qui s'écrira, ce qui compte c'est l'histoire qui se fait. Ils estiment pouvoir dire n'importe quoi car l'histoire va très vite. La vitesse des événements qui se succèdent agit comme un rouleau compresseur. Vous avez à peine démenti quelque chose que quelque chose d'autre surgit et fait oublier ce qui a précédé.

— Comme le processus de "parachèvement de l'édifice institutionnel" est aujourd'hui terminé, on pourrait croire que le pouvoir a intérêt à tout faire pour éradiquer la violence et pourtant, elle continue dans des conditions terribles. Est-ce que cela signifie que le pouvoir a, au contraire, intérêt à voir se maintenir ce climat de terreur?

Tout à fait. C'est une normalisation au sens brejnévien du terme inspirée des schémas du KGB. Ces institutions factices et artificielles ont pour eux une fonction précise: leur permettre de prétendre qu'ils ont un mandat de la population. Ils se sont donné apparemment les moyens de parler au nom du peuple algérien alors qu'en réalité tout est truqué et que les pressions sont constantes. Leur véritable but est de détruire les forces vives de la société et de casser toutes les forces de contestation. En disant cela, je ne fais pas de l'idéologie, je m'appuie sur des faits. Pourquoi jusqu'à maintenant n'ont-ils pas osé lancer des opérations décisives contre moi, alors qu'ils nous considèrent comme leur pire adversaire? Parce qu'à ce stade ils ont besoin d'une façade et qu'ils ont peur que les nouveaux députés démissionnent. Ils s'entendraient avec le FIS, mais pas avec nous. Avec le FIS, ils ont un champ idéologique commun — l'arabo-islamisme — et aussi un élément tribal, la plupart des dirigeants du FIS étant originaires de la région de Constantine.

— Que représente l' AIS?

J'ai été très inquiet d'apprendre par des avocats que les cadres du FIS qui sortaient des camps de concentration et de prison tenaient tous un même langage de violence. Je ne sais pas si la création de l' AIS a procédé d'un travail rationnel, mais je ne le pense pas; pour moi, les dirigeants du FIS ont été dépassés. Et maintenant on ne sait plus qui est qui au sein du FIS. Quant à l' AIS, elle avait plusieurs compagnies en 1997, mais c'étaient quelques groupes qui ne pouvaient rien faire par rapport aux troupes car leur marge de manœuvre était très étroite. Ils étaient plutôt en position défensive qu'offensive.

— Selon vous, quelles sont les perspectives politiques? Comment l'Algérie peut-elle se sortir d'une situation si dramatique?

L'avenir restera bouché tant que la communauté internationale n'agira pas d'une manière forte et permanente en faveur de la paix. Nous n'avons jamais demandé d'intervention armée mais l'Algérie n'y échappera pas si la situation se dégrade encore car le pourrissement en Algérie mettrait en péril les intérêts occidentaux au Maroc, en Tunisie, en Méditerranée. Nous ne voulons à aucun prix d'une guerre à propos du pétrole ou du gaz, au moment où les Américains et les Européens pourraient s'entendre sur la nécessité d'amener le pouvoir à trouver une solution politique pour retrouver la paix.

Printemps 1998

Pour dégager une solution politique, il faut discuter sans exclusive avec toutes les forces représentatives qui condamnent l'action violente, à l'exception du GIA bien entendu. Je crois cela possible si l'opinion internationale se mobilise et si les médias internationaux peuvent revenir en Algérie pour informer pleinement. Cette dernière condition est essentielle car elle permettrait d'accéder à la transparence et donc de sortir de cette confusion qui est aussi le résultat d'une stratégie du pouvoir. Tant que dure cette confusion, les amis les plus sincères de l'Algérie nous disent qu'ils ne comprennent rien et que, par conséquent, ils ne peuvent rien faire.

Ensuite, il faudra une période de transition démocratique; de ce point de vue, nous ne sommes pas fétichistes: les principes du contrat national signés à Rome doivent être revus et les composantes initiales s'élargir à d'autres; mais il faut rétablir la paix. Pour aboutir, le pouvoir doit avoir une véritable volonté de négocier avec toutes les forces politiques afin d'enclencher une dynamique de paix. Mais cette dynamique ne peut se déployer que si on laisse les gens s'exprimer; or, jusqu'à maintenant, le pouvoir refuse cette nécessaire transparence et privilégie une politique d'éradication.

Aujourd'hui, il est pourtant clair que cette politique d'éradication a échoué. Elle n'a fait que développer horreurs et épouvantes; c'est le déshonneur de l'Algérie. C'est le déshonneur de nous tous et cela nous le refusons. A la moindre occasion, nous irons à des manifestations car la seule manière de casser cette normalisation c'est que la population descende dans la rue aussi bien contre les islamistes (toutes mouvances confondues) que contre le pouvoir. Les Algériens les tiennent tous pour responsables parce que d'une manière ou d'une autre, cet engrenage a été nourri par leurs prises de position antagonistes. Nous souhaitons donc que l'armée laisse aux gens la possibilité de s'exprimer. Et plus fondamentalement, il faut que le pouvoir politique soit autonome par rapport à l'armée. Le statut de l'armée est un problème particulièrement difficile; aujourd'hui la terreur la paralyse car c'est en son sein qu'on frappe le plus: la discipline doit être absolue. Mais cela n'empêche pas des officiers — et non des moindres — de dire: "Trop c'est trop", quand par exemple, le régime, avec un manque total de respect à l'égard des familles, refuse d'enterrer les victimes au même endroit pour crédibiliser les faux bilans qu'il avance.

La période de transition passe par l'établissement d'un gouvernement de transition géré à plusieurs pour préparer un retour aux urnes. Evidemment, en tant que responsable de parti, nous sommes pour une Constituante, d'autant plus que l'Algérie vit en pleine inconstitutionnalité; mais nous n'imposons rien, il faut d'abord retourner aux urnes dans un climat de confiance et après le rétablissement des libertés; ce qui implique l'abrogation de l'état d'urgence. Par ailleurs, il y a des initiatives à prendre rapidement comme l'abrogation du code de la famille, du code de la presse et de la loi sur les partis politiques qui limite considérablement leurs possibilités d'action (par exemple, nous n'avons pas le droit de participer à

l'Internationale socialiste, ni celui d'avoir des contacts avec des mouvements associatifs, alors que c'est notre force...).

A ce stade de l'entretien, Ahmed Djeddaï, secrétaire national du FFS, se joint à la discussion pour donner des exemples concrets qu'il a constatés directement sur le terrain à propos d'un certain nombre de points déjà abordés:

Ahmed Djeddaï: — Au début de 1997, dans la région de Médéa, des camionneurs qui transportaient du bétail ont été bloqués à de faux barrages puis égorgés. L'un d'entre eux qui avait pu s'échapper a reconnu une de ses vaches sur le marché de Médéa. Il a aussitôt porté plainte à la gendarmerie. Finalement, en quelques jours, plus de cent cinquante civils armés, des patriotes, ont été arrêtés dans cette zone. Ainsi les égorgements et les faux barrages s'expliquaient par la cupidité de quelques individus qui voulaient gagner de l'argent en vendant du bétail volé à l'occasion de la fête de l'Aïd el Kébir. Ceci aussi est une réalité.

Un autre exemple: ce qui est arrivé, il y a trois semaines, dans la famille de ma femme. Les neuf personnes qui la composent ont reçu des menaces parce que l'un des frères faisait partie d'un groupe armé. Le père décide de mettre tout le monde en sécurité en Kabylie, chez les parents de ma femme. Au bout de quelque temps, le chef de famille décide de revenir chez lui en disant "*advienne que pourra*". Ils arrivent tous en fin d'après-midi et, le soir même, ils sont tous tués. Toute la famille a été anéantie. On peut dire que ce sont des groupes armés, mais des zones d'ombre subsistent quand on sait qu'un des frères en faisait partie... et on imagine mal les GIA en train de passer leur temps à se cacher pour régler des comptes.

— *Quelle est votre hypothèse alors?*

L'hypothèse la plus probable: puisque vous êtes de la même famille, vous êtes censé aider celui qui est dans le groupe armé et donc aider les islamistes. Donc vous êtes suspect et comme tel condamné à mort. C'est partout comme cela.

Le troisième exemple est différent: c'est le seigneur de la guerre de la Soummam. En tant que chef des miliciens de cette région, il a des centaines d'hommes bien armés sous sa coupe. Lui-même dans les discussions privées nous a dit: "*J'ai été chargé par les services de sécurité, proches de la Sécurité militaire, d'aller faire des actes à Tiaret et à Laghouat*". On le déplace donc de Kabylie jusque là-bas avec ses troupes pour aller faire "des actes". De quelle nature? On n'en sait rien. Mais ce sont peut-être des carnages. On est en droit de faire cette hypothèse. De toutes façons, dans de telles conditions, quoi qu'ils fassent, ils sont assurés d'une totale impunité. C'est pourquoi nous revendiquons sans cesse la transparence pour sortir de cette terrible confusion.

— *La privatisation de la violence peut conduire le pays à une situation très difficile puisque l'Etat renonce, dans une certaine mesure au moins, au monopole de la violence...*

Au début le pouvoir pensait pouvoir maîtriser ce processus puis, à un moment donné, cela leur a échappé. Le problème s'est posé au sein de l'état-major: faut-il ou non continuer à armer les civils? Ils sont tombés d'accord pour tenter d'unifier le système. Il y avait alors des gardes communales (pour la sécurité des municipalités), des groupes d'autodéfense (chargés d'assurer leur propre défense) et des patriotes (à qui étaient confiées des actions offensives). Chaque corps était relié soit à la gendarmerie, soit à la Sécurité militaire, soit à la Direction générale de la sûreté nationale. Depuis quelques mois, tous constituent des groupes de légitime défense avec un seul commandement, celui de la Sécurité militaire.

Tous ces civils armés étaient payés, sans qu'on le sache, par le fonds commun des collectivités locales; un fonds qui, au niveau des départements, a pour mission d'aider les communes déshéritées. Autant dire qu'il ne reste rien pour la solidarité après que les civils ont été payés.

Concernant la militarisation de la société, il y a une séquence qu'on retrouve à chaque fois. Les autorités viennent dans un village pour proposer des armes. Les habitants refusent. Quelques semaines après, un massacre est perpétré, à petite ou grande échelle. Aussitôt après, les villageois demandent eux-mêmes des armes, ce qui permet à l'Etat de se désengager totalement de la région. Cette séquence se répète très souvent. L'exemple le plus évident est celui de Blida, une ville de garnison connue pour avoir soutenu le FIS aux diverses élections. En 1995, l'armée s'est organisée de telle façon qu'elle n'assure plus que sa propre sécurité ainsi que celle de certains secteurs "utiles" et délaisse complètement les civils et les zones rurales. Comme elle avait choisi cette posture, il lui fallait une barrière entre elle et les groupes armés qui occupaient la région. Pendant toute l'année 1995 tous les villages situés au pied des montagnes autour de Blida ont subi la même séquence: massacres et prises d'armes; puis ils ont continué dans la plaine de la Mitidja. Quand ils ont eu fini d'armer tous les villages du piémont et de la plaine autour de Blida, assurant ainsi un périmètre de sécurité autour de Blida, il n'y a plus eu de massacres dans cette région.

— *Le schéma que vous décrivez montre que les GIA ont une véritable autonomie et une grande capacité de nuisance. Il est difficile d'imaginer qu'ils soient manipulés par tel ou tel clan du pouvoir.*

On ne le sait pas, tellement l'opacité règne au sein du pouvoir. Pour ces gens, la gestion de la population est le dernier souci; qu'il y ait des centaines ou des milliers de morts, ils s'en moquent et ils le disent. Ils affichent un tel mépris vis-à-vis de la population...

La seule chose qui les intéresse est la gestion spéculative de l'économie essentiellement à partir de la rente pétrolière. Cela produit de multiples exclusions sociales au point que les ceintures de bidonvilles autour des grandes villes constituent une armée de réserve pour les terroristes. Les jeunes ne travaillent pas et n'ont aucune chance d'être insérés socialement puisqu'il n'y a ni travail ni logement. C'est une génération sacrifiée. De véritables bandes se développent autour de la drogue, de l'alcool, de la prostitution et des armes. Leur protection est assurée par des flics de secteur mais aussi par des chefs de groupes armés. Chacun a sa zone et tout ceci est donc très imbriqué, très mélangé. Dans de telles conditions, il est très facile de demander à ces jeunes de commettre telle ou telle action; s'ils refusent, ils perdent toute protection. La vie humaine n'a plus aucune valeur; l'impunité est totale. Si un jeune est tué, on dira que c'était un terroriste et personne ne cherchera à faire une enquête. Tout cela est en train de s'organiser, mais on n'en parle pas parce que c'est un sujet tabou.

Entretiens conduits par
Jean-Paul Chagnollaud
et Bernard Ravenel